

**LES FEMMES LEADERS DE NDELE SENSIBILISÉES SUR LA GESTION DES RUMEURS ET LES FRAUDES ÉLECTORALES**



**MINUSCA**

# FOCUS

BULLETIN D'INFORMATION DE LA MINUSCA | #20 | JANVIER 2021



**MAGAZINE SPÉCIAL**  
**DONNER UNE CHANCE À**  
**LA DÉMOCRATIE À TRAVERS**  
**LES URNES !**



MINUSCA



UN\_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA



UN\_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG

# SOMMAIRE

## 3 ÉDITORIAL

**DONNER UNE CHANCE À LA DÉMOCRATIE À TRAVERS LES URNES !**

## 5 L'AVANT SCRUTIN

**DECLARATION ATTRIBUABLE AU PORTE-PAROLE DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA SITUATION EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**LE G5+ ECHANGE AVEC LES CANDIDATS A PRESIDENTIELLE POUR UN PROCESSUS APAISE**

**"LA TENUE D'ELECTIONS DANS UN CLIMAT APAISE ESSENTIELLE POUR PREVENIR L'EMERGENCE D'UNE SPIRALE DE LA VIOLENCE", SELON FATOU BENSOU DA**

**D'ANCIENS MEMBRES DE GROUPES D'AUTODEFENSE A L'ECOLE DE L'EDUCATION ELECTORALE**

**LES FEMMES LEADERS DE NDELE SENSIBILISEES SUR LA GESTION DES RUMEURS ET LES FRAUDES ELECTORALES**

**LE RENDEZ-VOUS DU 27 DECEMBRE POINT CULMINANT D'UN PROCES-SUS MENE AVEC SUCCES, SELON LE CHEF DE LA MINUSCA**

**BIEN PREPARER LES POPULATIONS POUR DES ELECTIONS APAISEES**

**DENISE BROWN "LES AFFRONTEMENTS ARMES ET LES TENSIONS IMPACTENT GRAVEMENT LA PROTECTION DE LA POPULATION"**

**17 DE NOUVEAUX RENFORTS POUR LA SECURISATION DES ELECTIONS**

## 19 L'AVANT SCRUTIN

**19 CALME ET SECURITE AU RENDEZ-VOUS**

**21 EN PROVINCE, DES POPULATIONS DETERMINEES MALGRE LES MENACES ET RUMEURS**

**22 UN SCRUTIN BIEN SECURISE**

## 24 L'APRES SCRUTIN

**24 SECURISATION DES ELECTIONS LE PLAN INTEGRE A TENU SES PROMESSES**

## 26 GALERIE PHOTOS

COMITE DE REDACTION  
 Directeur de la publication  
 Charles Antoine Bambara  
 Editoriales  
 Uwolowulakana Ikavi  
 Charles Antoine Bambara  
 Rédacteur en chef  
 Biliaminou Agnide Alao  
 Rédacteurs  
 Ghislaine Atta  
 Deubalbet Wewaye  
 Maria Kabatanya  
 Photographes  
 Hervé Serefio  
 Leonel Grothe Tossela  
 Infographiste  
 Francis Yabendji Yoga  
 Collaboration  
 Vikou Bessan  
 Dany Balepe  
 Igor Rugwiza  
 Remerciements  
 Division des affaires politiques  
 Division électorale  
 SCPI

## ÉDITORIAL DONNER UNE CHANCE À LA DÉMOCRATIE À TRAVERS LES URNES !

Le 27 décembre 2020, nombreux ont été les Centrafricains et Centrafricaines à s'être rendus aux urnes à Bangui et dans plusieurs autres provinces du pays pour remplir leur devoir civique.

Dans le calme, dans la majorité des centres de vote, plus de la moitié des quelque 1.418.000 électeurs enregistrés ont pris part aux élections présidentielle et législatives. Autant dire que ni les rumeurs ni les menaces n'auront empêché les citoyens d'écrire cette nouvelle page de l'histoire du pays. Une détermination à la hauteur de leur sortie massive pour choisir les dirigeants de leurs choix qu'ils veulent voir à la tête de leur pays.

Depuis le début du processus, l'appui de la communauté internationale s'est exprimé tant sur les plans financier, matériel, logistique, technique que sécuritaire. C'est ainsi que la MINUSCA, dans le cadre de son mandat d'assistance électorale, a mis en branle d'énormes ressources avec pour but de contribuer à déployer le matériel électoral dans les 3541 centres de vote, mais aussi de protéger les populations civiles. L'objectif étant de maximiser les efforts pour un bon déroulement des scrutins.

Ce processus a mobilisé nombre de partenaires de la RCA à l'échelle internationale et sous régionale. C'est dans ce cadre que le G5+ et de hauts responsables de la CEEAC, des Nations Unies, de l'Union Africaine et de l'Union Européenne, ont rencontré à Bangui, en octobre et en novembre 2020, par vagues, les principaux acteurs de la vie politique et sociale de la RCA, dont des responsables de partis politiques tant de l'opposition que de la mouvance présidentielle, des organisations de la société civile et des mouvements de femmes, mais aussi les candidats à la présidentielle.

A tous ces interlocuteurs, il s'est agi de rappeler le

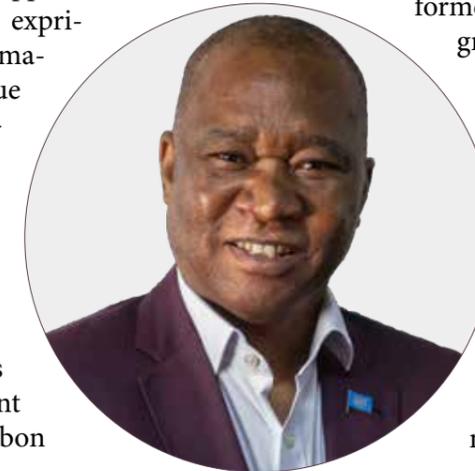
respect des décisions de la Cour constitutionnelle et de toutes les institutions impliquées dans le processus électoral. Il a aussi été nécessaire de souligner l'importance du respect des libertés civiles et politiques, de s'engager à faire avancer le processus de paix et l'urgence de faire bénéficier aux populations les dividendes de la paix.

Mais dès l'annonce des décisions N°024/CC/20 du 27 novembre 2020 et N°026/CC/20 du 03 décembre 2020 de la Cour constitutionnelle relatives respectivement aux candidats éligibles aux élections législatives et présidentielle, la situation sécuritaire s'est grandement dégradée. Des alliances entre partis politiques et groupes armés se sont formées. Et le 18 décembre 2020, les groupes armés ont lancé des attaques coordonnées sur plusieurs localités de la RCA. Dans la foulée, Yaloke, Bosebele, Bosemptele, Bambari, Dekoa, Bakouma, Bozoum, Damara, Bangassou, etc. ont été tour à tour ébranlés par des éléments de cette coalition, en violation de l'APPR-RCA.

Des civils y ont encore une fois laissé des vies ; des forces nationales et des casques bleus aussi.

Aujourd'hui, force est de constater que cette menace des groupes armés alliés à certains politiciens de déstabiliser le processus jusqu'au jour du vote, ce sont bien 76,31% des 1.858 236 électeurs enregistrés et déterminés qui se sont rendus aux urnes.

Et c'est pour eux, pour leur protection, en conformité avec son mandat, que la Minusca a mobilisé toutes ses capacités humaines et matérielles, y compris avec des renforts de Missions sœurs et en coordination avec les Force de défense et de sécurité centrafricaine (FDS), dans le cadre du plan de sécurisation intégrée des élections. A cet effet, des patrouilles robustes, qu'elles soient diurnes ou





nocturnes, mécanisés ou ariennes, ont été organisées dans toutes les préfectures de la RCA, par la MINUSCA, les FDS ou en conjonction.

Ce déploiement robuste de force a aussi contribué au déploiement, et dans les délais, de tout le matériel électoral dans les 5448 bureaux de vote à travers les 16 préfectures pour accueillir les électeurs et aussi à acheminer les résultats des bureaux de vote vers les démembrements de l'ANE dans les chefs-lieux puis à destination de Bangui.

Autre étape non moins négligeable, le traitement des données au centre de tabulation de l'Autorité nationale des élections. Et pour parfaire ce tableau, l'ANE a réussi son pari en publiant les résultats provisoires, le 04 janvier 2021, respectant ainsi les 8 jours autorisés par le code électoral pour traiter les données après le jour du scrutin.

Mais dans le concert des actions ayant permis cet

exploit, il faut surtout se féliciter de la détermination des Centrafricaines et les Centrafricains pour dire oui à la démocratie, oui à la paix et la stabilité et non aux groupes armés. Sur le chemin de la stabilisation et de la paix, la MINUSCA se tient aux côtés de la Centrafrique et de son peuple pour renouveler son engagement dans les limites de son mandat.

Tout en vous formulant le vœu, au nom de la Division de la Communication stratégique et de l'information publique que j'ai le plaisir de diriger, pour que l'année 2021 vous soit prospère à tous égards, je vous invite à prendre connaissance du contenu de ce nouveau magazine MINUSCA Focus, entièrement dédié aux élections.

Bonne lecture !

*Par Charles Antoine Bambara*

## L'AVANT SCRUTIN

## DECLARATION ATTRIBUABLE AU PORTE-PAROLE DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA SITUATION EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



Photo d'illustration

**A**u moment où les centrafricains se préparent à prendre part aux élections générales du 27 décembre, le Secrétaire général appelle toutes les parties prenantes à s'assurer que le vote se déroule de manière paisible, inclusive et crédible. À cette fin, il invite tous les acteurs à s'abstenir de toute action, y compris le recours à la violence, les discours de haine et l'incitation à la violence, qui pourraient menacer des vies humaines et compromettre le processus électoral ainsi que la stabilité nationale.

Le Secrétaire général condamne les attaques à l'encontre des civils, des travailleurs humanitaires, de l'autorité de l'État et des Casques bleus, ainsi qu'à l'encontre des candidats. Il demande aux autorités nationales de s'assurer que les auteurs des violences liées aux élections rendent des comptes. Il exhorte les parties signataires de l'Accord politique pour

la paix et la réconciliation en République centrafricaine à respecter leurs engagements et résoudre leurs préoccupations de manière pacifique.

Le Secrétaire général appelle également tous les acteurs à résoudre leurs différends de manière pacifique, y compris à travers un dialogue constant, ainsi que les mécanismes institutionnels appropriés, conformément aux lois nationales.

Le Secrétaire général souhaite rassurer le peuple centrafricain du soutien et de la solidarité continus des Nations Unies à leurs efforts de consolidation de la paix et de la démocratie, en étroite collaboration avec les partenaires nationaux, régionaux, et internationaux.

*Stéphane Dujarric,  
porte-parole du Secrétaire général  
New York, 26 décembre 2020*

## LE G5+ ECHANGE AVEC LES CANDIDATS A PRESIDENTIELLE POUR UN PROCESSUS APAISE



À la suite des décisions N°024/CC/20 du 27 novembre 2020 et N°026/CC/20, du 03 décembre 2020, de la Cour constitutionnelle relatives respectivement aux candidats éligibles aux élections législatives et présidentielle, les membres du G5+ ont invité l'ensemble des acteurs politiques, sociaux et aux médias au respect des décisions de la Cour constitutionnelle, et de toutes les institutions impliquées dans le processus électoral, soulignant que ces décisions constituent un pas supplémentaire vers la tenue des élections présidentielle et législatives du 27 décembre 2020. C'est dans ce cadre qu'ils ont rencontré les 17 candidats retenus pour l'élection présidentielle du 27 décembre 2020.



**P**laidoyer pour le déroulement apaisé du processus électoral, voilà qui résume l'objectif de la rencontre, du 9 au 12 décembre à Bangui, du Groupe d'États et d'institutions partenaires de la République centrafricaine (G5) avec les 17 candidats à l'élection présidentielle. L'un après l'autre, les candidats ont été reçus et partagé leurs préoccupations avec le G5+.

Au sortir de la rencontre, la candidate Catherine Samba-Panza, unique femme parmi les 17 candidats à la présidentielle, a demandé « à tous les Centrafricains et toutes les Centrafricaines, d'aller vers ces élections avec un cœur apaisé. Sans violence verbale, dans l'unité, la concorde et la fraternité ».

« C'est dans notre comportement au quotidien que les Centrafricains doivent savoir qui est violent et qui ne l'est pas. Qui va être sage dans la gestion des affaires de l'Etat, qui ne le sera pas. Qui va apaiser le climat et réconcilier les Centrafricains, qui va continuer à les diviser, c'est dans notre comportement au quotidien », a souligné le candidat Anicet Georges Dologuélé.

En réponse à des questions de la presse à l'issue de sa rencontre avec le G5+, sur la protection des candidats, le candidat Nicolas Tiangaye, a indiqué qu'« il nous a été répondu que s'agissant de l'élection présidentielle, vu le nombre limité des candidats, le problème ne se posera pas. Mais il sera impossible d'assurer la sécurité de tous les candidats à l'élection législative, donc nous restons attachés à la nécessité d'une élection apaisée, sécurisée, crédible et transparente. C'est la condition que nous posons pour que les personnalités qui vont être élues soient celles dont l'élection puisse être le reflet de la volonté du peuple centrafricain ».

De son côté, le candidat Martin Ziguélé a appelé à l'apaisement général : « il faut que nous, nous soyons convaincus que tout ce que nous faisons, c'est pour notre pays, pour le bien de notre pays et pour notre population. Et puis vous savez que l'histoire démocratique d'un pays n'est pas facile, mais il faut que nous allions aux élections une fois, deux fois trois fois, quatre fois, cinq fois, pour que la culture électorale et démocratique s'enracine et donc, il faut que nous continuions dans cette voie et, enfin, j'ai appelé les garants et les facilitateurs aussi à s'y impliquer », a-t-il fait valoir.

Après ces échanges riches et fructueux avec les candidats, les membres du G5+ se sont réjouis de la volonté exprimée des candidats à contribuer au maintien d'un climat propice au déroulement d'un processus électoral crédible et apaisé.

Au nom du G5+, le Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour la RCA et l'Afrique, l'Ambassadeur Matias Bertino Matondo, souligne : « nous avons enregistré plusieurs inquiétudes mais en toile de fond, tous les candidats veulent aller aux élections ». Il fait également observer que « tout ce qui se passe en Centrafrique a des ramifications ». A cet égard, il a invité les Centrafricains à s'approprier le processus, sortir en masse, de la même façon que durant la phase d'enrôlement des électeurs, afin d'exercer leur droit civique de voter, de choisir et leurs députés et leur président. Il a poursuivi en mettant en garde les

Centrafricains en ces termes : « C'est leur droit, parce que s'ils ne le font pas, quelqu'un d'autre le fera à leur place ».

Les partis politiques et les 17 candidats aux élections présidentielles ont aussi été invités à signer un code de bonne conduite pour des élections libres, crédibles, paisibles, transparentes et démocratiques.

Par Biliaminou Alao



## LA TENUE D'ÉLECTIONS DANS UN CLIMAT APAISÉ ESSENTIELLE POUR PREVENIR L'ÉMERGENCE D'UNE SPIRALE DE LA VIOLENCE", SELON FATOU BENSOUUDA



Photo d'illustration

**L**e 27 décembre 2020, la population de la République centrafricaine (RCA) élira son Président et ses représentants à l'Assemblée nationale.

Au cours des enquêtes menées par mon Bureau depuis 2014 et à l'occasion de ma dernière visite à Bangui notamment, j'ai pu constater par moi-même les efforts déployés par les Centrafricains pour instaurer une paix durable dans le pays. Je suis de près l'évolution de la situation et je suis préoccupée par les rapports et les informations publiques qui me parviennent relatant un regain des tensions et le risque d'un déferlement de violences à l'approche des élections.

J'appelle, entre autres, toutes les parties, tous les groupes armés, les acteurs politiques et leurs partisans au calme et à la retenue.

La tenue d'élections dans un climat apaisé est essentielle en République centrafricaine pour prévenir l'émergence d'une spirale de la violence.

À cet égard, je souhaite réitérer mes déclarations précédentes et insister sur ce point : quiconque commet des crimes visés au Statut de Rome, ordonne leur commission, y incite, l'encourage et y contribue, de quelque manière que ce soit, est passible de poursuites devant les tribunaux centrafricains ou la Cour pénale internationale.

Mon Bureau poursuit ses enquêtes dans la situation en République centrafricaine et reste déterminé à tout mettre en œuvre pour que justice soit rendue à l'ensemble des victimes d'atrocités dans le pays, et que les responsables de ces crimes rendent des comptes à la justice, quel que soit le bord auquel ils appartiennent dans le conflit.

Le Bureau du Procureur de la CPI mène des examens préliminaires, des enquêtes et des poursuites à propos du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et du crime d'agression, en toute impartialité et en toute indépendance. Depuis 2003, le Bureau enquête sur plusieurs situations relevant de la compétence de la CPI, notamment en Afghanistan (demande de sursis à enquêter présentée au titre de l'article 18 en suspens), au Bangladesh/Myanmar, au Burundi, en Côte d'Ivoire, au Darfour (Soudan), en Géorgie, au Kenya, en Libye, au Mali, en Ouganda, en République centrafricaine (deux situations distinctes) et en République démocratique du Congo. Le Bureau conduit également des examens préliminaires à propos des situations en Bolivie, en Colombie, en Guinée, aux Philippines et au Venezuela (I et II) et attend qu'une décision judiciaire soit rendue dans le cadre de la situation en Palestine.

Source : Bureau du Procureur

## D'ANCIENS MEMBRES DE GROUPES D'AUTODEFENSE A L'ECOLE DE L'EDUCATION ELECTORALE



En prenant les armes pour obtenir le changement, les membres des groupes d'autodéfense avaient certainement cru bien faire. Aujourd'hui, ils ont opté pour le développement par la voie des urnes, et ce, grâce à un atelier d'éducation civique sur les élections, organisé par la section du Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR), la division électorale de la MINUSCA, l'UNOPS et l'Autorité nationale des élections (ANE), du 14 au 17 décembre 2020 à Bangui.

L'éducation civique pour des élections pacifiques était au cœur des sessions ciblant 600 bénéficiaires du programme de réduction de la violence communautaire (CVR), dont 400 anciens membres des groupes d'autodéfense, parmi lesquels on compte 267 femmes. Ont aussi pris part à cette formation, 200 membres de la communauté, du quartier PK5, dans le 3ème arrondissement de la capitale, théâtre d'affrontements entre divers groupes par le passé.

C'est la troupe théâtrale Polele Ti-Be Afrika qui a donné le ton de la formation, à travers un sketch comique pour raconter l'histoire d'un jeune homme mécontent demandant à sa communauté de boycotter les élections pour protester contre l'invalidation de sa candidature pour ne pas avoir satisfait aux conditions d'éligibilité. Ses pairs, en désaccord avec lui, appellent au respect du processus électoral afin que la paix revienne en République centrafricaine. Par des chants et de la danse, ils ont dénoncé le cycle de coups d'État qui a paralysé le pays et salué les processus électoraux pacifiques et démocratiques pour la paix.

Pour le Directeur de la communication de l'ANE, Albert Mbaya, l'objectif était d'« éduquer les anciens combattants sur leurs droits et devoirs en tant que citoyens ».

Plusieurs thèmes ont été présentés par les experts de l'ANE : pourquoi voter, les causes et la prévention de la violence électorale, les règles et règlements des élections.

Zephyrin Kaya, formateur en éducation civique, a animé une rubrique sur le code pénal électoral, explorant les 52 violations de la loi de 2019 sur le code électoral centrafricain. « Il est important que le public connaisse les sanctions applicables aux violations liées aux élections pour éviter de tomber dans des pièges judiciaires comme voter deux fois ou voter avec la carte de quelqu'un d'autre », a-t-il déclaré.

Les participants ont en outre été mis en garde contre d'autres actes illégaux tels que porter des armes ou consommer de l'alcool dans les bureaux de vote, menacer les agents électoraux ou intimider d'autres électeurs.

Moussa Hassabarassoul, Coordinateur du Comité Local PK5 pour la Paix, a exhorté les participants à se méfier des manipulations pendant les campagnes électorales. « Nous voulons faire partie du processus électoral et de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation de manière significative. Sans paix, rien ne peut être fait », a-t-il déclaré.

Les sessions d'éducation civique font partie d'un module de formation pratique de trois mois pour les bénéficiaires du programme CVR afin de faciliter leur transition de combattant à la vie civile, en plus de la formation dans divers métiers de leur choix, dont la mécanique, la conduite, l'informatique et le commerce.

Perline Sendoya, une bénéficiaire du CVR, n'avait pas prévu de voter, déplorant que les élections passées n'aient rien changé pour elle. Cette formation a suscité en elle un changement d'avis : « J'ai été encouragée à exercer mon devoir civique et à participer au vote, non pas à choisir une personne mais plutôt pour la manière dont les candidats aideront à développer notre pays ». De nouvelles connaissances qu'elle promet transmettre à sa communauté.

*Par Maria Kabatanya et Deubalbet Wewaye*

## LES FEMMES LEADERS DE NDELE SENSIBILISEES SUR LA GESTION DES RUMEURS ET LES FRAUDES ELECTORALES

Elles sont 26 femmes leaders à avoir pris part à une table-ronde organisée par la Section des affaires civiles de la MINUSCA à Ndélé, le 17 décembre 2020. Au centre des échanges, la gestion des rumeurs et la résolution des conflits en période électorale.

« J'ai retenu qu'il faut envoyer une requête trois jours avant si l'on veut dénoncer une fraude. J'ai bien assimilé les modules et je saurais mieux les appliquer », a déclaré Martine Fadoma, une participante, à l'issue de la sensibilisation. Et d'ajouter : « ces acquis me permettront de conseiller mes frères et sœurs afin de favoriser des élections apaisées. Si les choses se passent comme on nous l'a enseigné, on aura des élections calmes et dans la paix ». Les échanges ont été aussi intenses que riches. La séance visait principalement à permettre à ces femmes de jouer leurs rôles en s'impliquant et en contribuant efficacement à la réussite des élections apaisées.

Une initiative saluée par le 1er adjoint au Maire de Ndele, Fidèle Dei, qui s'est adressé aux participantes en ces termes, « si on nous invite ici, ce n'est pas pour rien, il y a une nécessité quelque part, je vous demanderai d'être réceptives pour bien assimiler le message qui sera communiqué tout à l'heure ». Pour le Chef du Bureau de la MINUSCA à Ndélé, « si l'on forme une femme, on forme un pays, mais si l'on forme un homme, on forme un individu ».

Ce dernier a loué la capacité des femmes à résoudre les problèmes familiaux pour apaiser les esprits dans les différents foyers.

*Par Deubalbet Wewaye*



## LE RENDEZ-VOUS DU 27 DECEMBRE POINT CULMINANT D'UN PROCESSUS MENE AVEC SUCCES, SELON LE CHEF DE LA MINUSCA

*Invité au Point de presse quotidien du bureau du Porte-parole du SG de l'ONU, le 22 décembre 20, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, a déclaré que le rendez-vous du 27 décembre 2020 serait le point culminant d'un processus mené avec succès par les autorités chargées de l'organisation des élections.*

**E**n effet, grâce au Plan Intégré de Sécurisation des Elections (PISE), mis en œuvre par la MINUSCA et les Forces de Défense et de Sécurité sous la coordination du Gouvernement et de l'ANE, 1.858 236 électeurs ont été enregistrés. Le matériel électoral nécessaire a été commandé et acheminé dans les 16 préfectures et

le retrait des cartes d'électeurs se poursuit dans tout le pays jusqu'au 27 Décembre jour du scrutin pour permettre aux citoyens d'exercer leur droit souverain de vote.

L'appui de la communauté internationale, notamment des Nations unies, a été essentiel tout au long des préparatifs de ces élections, tant sur les plans

financier, matériel, logistique, technique et sécuritaire.

Malgré la coalition formée par les groupes armés 3R, MPC, anti-Balakas et UPC et les attaques menées dans plusieurs localités de la région ouest de la RCA en totale violation de l'APPR-RCA, la Communauté Internationale, a considéré que les élections devraient se tenir dans le respect des délais constitutionnels.

Aussi, conformément au plan intégré de sécurisation des élections signé avec le Gouvernement et l'Autorité nationale des élections, la MINUSCA a renforcé les mesures qu'elle avait déjà prises, en appui aux forces de défense et de sécurité centrafricaines. La Force de la MINUSCA était en alerte maximale à l'ouest et dans d'autres parties du pays, et particulièrement autour à Bangui. Des casques bleus ont été déployés à Bossemptele, Bossembele, Mbaïki et ailleurs où des mouvements de groupes armés avaient été constatés.

Cette posture robuste de la Force a permis aux côtés des FACA de stopper toute progression vers Bangui ou le contrôle de villes stratégiques.

De nouveaux postes militaires avancés ont été établis dans des zones sensibles et les patrouilles sont multipliées sur différents axes.

La MINUSCA a maintenu une posture robuste avec un engagement total et impartial de nos casques bleus en étroite coopération avec les Forces de Défense et de Sécurité centrafricaines pour permettre aux électeurs d'aller voter librement et en sécurité, a indiqué le Représentant spécial.

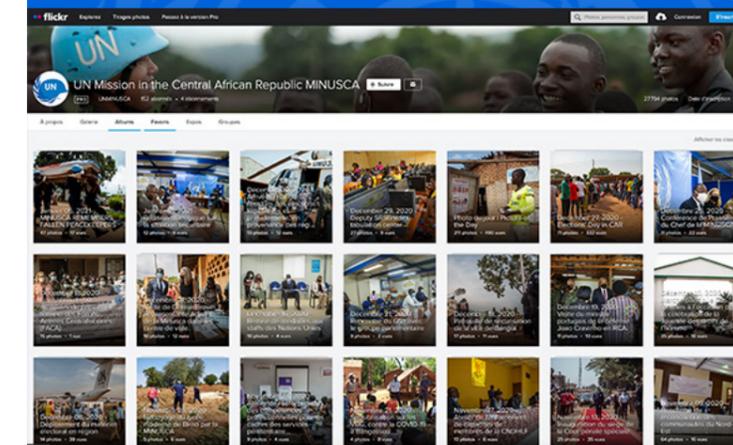
Tout le matériel électoral pour la présidentielle et les législatives a été réceptionné et acheminé dans les régions où les démembrements locaux de l'ANE avec l'appui de la MINUSCA ont finalisé les préparatifs du scrutin notamment la distribution des cartes d'électeurs.

La MINUSCA, a rappelé son Chef Mankeur Ndiaye, reste déterminée à mettre en œuvre son mandat de soutien au processus électoral et à la protection des civiles tel que mentionné dans la dernière résolution 2552 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

## EN BREF

Le Président de l'Assemblée nationale, El Hadj Moussa Laurent Ngon Baba, a rencontré le 21 décembre 2020, le groupe d'États et d'institutions internationales partenaires de la République centrafricaine, le G5+. Au centre des échanges, le climat sécuritaire dans le pays et les élections. « Toutes les conditions sont réunies pour faire en sorte que nous ayons des élections apaisées le 27 décembre et que la population puisse sortir et voter en toute quiétude », a dit, au nom du G5+, le Représentant spécial de la Commission de l'Union Africaine, l'Ambassadeur Matias Bertino Matondo, après la rencontre avec le Président de l'Assemblée nationale.

## ACCÉDEZ ET TÉLÉCHARGEZ LES PHOTOS DES ACTIVITÉS DE LA MINUSCA SUR



  
[www.flickr.com/photos/  
unminusca/albums](https://www.flickr.com/photos/unminusca/albums)



## BIEN PRÉPARER LES POPULATIONS POUR DES ÉLECTIONS APAISÉES

*Ce sont au total 300 leaders communautaires, religieux et de la jeunesse des 3ème, 4ème, 5ème et 6ème arrondissement de BANGUI, mais aussi de Bimbo et Begoua qui se sont retrouvés, du 21 au 23 décembre 2020, dans des fora d'échanges et de mobilisation communautaire sur les enjeux d'élections apaisées. Cette activité est organisée par la MINUSCA, en partenariat avec l'Autorité nationale des élections (ANE), dans la perspective des scrutins groupés du 27 décembre 2020.*

**L**ancés dans le 3ème arrondissement le 5 décembre 2020 par la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Denise Brown, les fora de discussions pour des élections apaisées en RCA se sont poursuivis, avec pour objectif d'informer et sensibiliser le plus de citoyens possibles sur le processus électoral et l'importance de réussir les scrutins présidentiel et législatifs du dimanche 27 décembre 2020.

Plusieurs thèmes ont été abordés dans une approche de libres et franches discussions pour en

faciliter la compréhension et l'appropriation des participants, afin qu'à leur tour, ils en fassent écho dans leurs communautés respectives. Autorités locales, représentants des organisations de la société civile et les leaders communautaires et religieux ont, sous la direction de Thierry Tenguedet, Doctorant en Droit public, et Armand Gafeïna, Professeur d'Université, débattu sur des thèmes tel que : " Cohésion sociale et le processus électoral", "Prévention de la violence en période électorale", ou encore "Processus électoral et Code électoral de la RCA".

ment été discutés dans les différents arrondissements. Aux nombreuses questions des participants soucieux de comprendre pour transmettre le message avec fidélité, les facilitateurs ont répondu avec pédagogie, en se basant sur des scénarios et exemples concrets.

« Le 27 décembre est une chance pour les Centrafricains et les Centrafricaines de briser définitivement les chaînes de la violence et de prendre résolument le chemin de la paix », a dit Armand Gafeïna aux centaines d'auditeurs. Et Thierry Tenguedet de conseiller : « Ne ratons pas cette opportunité en or d'aller voter pour le ou les candidat(s) de notre choix, car c'est notre vote qui déterminera l'avenir de la Centrafrique ».

Les participants ont été encouragés à aller retirer leurs cartes et à sensibiliser toutes les personnes inscrites à aller retirer leurs cartes d'électeurs qui, en plus de leur servir à choisir librement leurs dirigeants pour les cinq ans à venir, tiendra aussi lieu pendant autant d'années de document officiel.

Pour la MINUSCA et la communauté internationale qui apportent un soutien multiforme au processus électoral, la date du 27 décembre 2020 est à tenir. A cet effet elles invitent les populations à une campagne électorale dans le respect des autres et à accomplir leur devoir civique le jour du scrutin dans la paix pour consolider la démocratie en RCA. Et à travers les centaines de représentants des communautés ayant pris part à ces échanges, ce sont des centaines de milliers de concitoyens qui comprennent la nécessité pour les Centrafricaines et les Centrafricains de voter dans la paix et le respect de l'autre le jour-J.

*Par Abou Mouhilou Seidou*



Les différents enjeux des élections du 27 décembre, les postes à pourvoir, l'importance de voter et la participation citoyenne au processus ont large-

DENISE BROWN

## LES AFFRONTEMENTS ARMÉS ET LES TENSIONS IMPACTENT GRAVEMENT LA PROTECTION DE LA POPULATION"

Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et Coordonnatrice humanitaire, Denise Brown a exprimé, le 24 décembre 2020, sa vive préoccupation face à la montée des tensions et à la recrudescence des violences observées dans plusieurs régions du pays à l'approche des élections du 27 décembre 2020. L'insécurité et les craintes d'attaques ont semé la panique parmi la population et poussé plus de 55 000 personnes à fuir, augmentant davantage leur vulnérabilité.

**E**n parallèle, les éléments armés ont augmenté leurs menaces et leurs attaques contre les acteurs humanitaires, qui restent déterminés à soutenir la population centrafricaine. Au cours de la semaine, plus de 17 incidents contre le personnel et les biens humanitaires ont été enregistrés. En outre, une ambulance et un véhicule d'un district sanitaire ont été détournés et un personnel médical a été blessé. Cette situation a empêché des centaines de milliers de personnes vulnérables vivant dans l'ouest et le centre du pays de recevoir une aide d'urgence, en particulier médicale.

« Je condamne fermement ces actes de violence, qui contribuent à augmenter la souffrance et le traumatisme de la population centrafricaine, et j'exhorte les éléments armés à arrêter immédiatement leurs attaques à l'encontre du personnel humanitaire, à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et à protéger les personnes comme les infrastructures civiles », a déclaré la Coordonnatrice humanitaire.

Malgré l'insécurité et les contraintes d'accès, les partenaires humanitaires persévèrent pour fournir une assistance humanitaire qui sauve des vies dans tout le pays, à travers le déploiement d'équipes médicales d'urgence et le transport aérien d'intrants sanitaires et nutritionnels essentiels.

« Les acteurs humanitaires sont résolus à rester dans les communautés auprès des populations malgré les violences, qui doivent immédiatement cesser », a déclaré Mme Brown.

La Coordonnatrice humanitaire lance également un appel aux donateurs pour qu'ils augmentent le financement d'urgence de la réponse humanitaire en République centrafricaine, y compris pour les services aériens humanitaires des Nations Unies. 2,8 millions de personnes ont besoin d'assistance et de protection. Le Plan de réponse humanitaire 2021 nécessite 444,7 millions de dollars pour venir en aide à 1,8 million de personnes.



## DE NOUVEAUX RENFORTS POUR LA SECURISATION DES ELECTIONS

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan intégré de sécurisation des élections, la MINUSCA a reçu, le 24 décembre 2020, 300 casques bleus du contingent rwandais de la mission des Nations unies au Sud Soudan (UNMISS), afin de renforcer les capacités de la Mission et répondre aux défis sécuritaires actuels.



Photo d'illustration

Les soldats de la paix, arrivés à Bangui, à 16h40 et à 18h10, à bord de deux vols, viennent renforcer le dispositif de sécurisation des élections de la Force qui consiste, en partie, à déployer des troupes dans les circonscriptions électorales en appui aux forces de défense et de sécurité centrafricaines.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, Mankeur Ndiaye, a salué l'arrivée de ces casques bleus supplémentaires et remercié le Secrétaire général de l'ONU pour avoir sollicité et obtenu l'autorisation du Conseil de sécurité en vue du renforcement en urgence du dispositif actuel de la MINUSCA alors que des groupes armés cherchent à perturber les élections. « Il s'agit d'une preuve supplémentaire de l'engagement total de la communauté internationale aux côtés du peuple centrafricain, pour la tenue des élections le 27 décembre dans le respect des délais constitutionnels », a-t-il dit.

Mankeur Ndiaye a de nouveau condamné les alliances entre acteurs/partis politiques et groupes

armés, et réitéré l'appel de la communauté internationale demandant aux groupes armés de mettre fin immédiatement aux attaques qui visent à empêcher les électeurs de se rendre aux urnes. « La MINUSCA continuera à exécuter son mandat de sécurisation des élections, en appui aux forces de défense et de sécurité centrafricaines », a renchéri le Représentant spécial, réaffirmant que la volonté de la population et l'exercice de son droit civique seront respectés.

Ces renforts ont permis à la MINUSCA d'accroître sa contribution à la mise en œuvre du plan intégré de sécurisation des élections, en étroite coordination avec les forces de défense et de sécurité centrafricaines et les forces internationales présentes dans le cadre d'accords bilatéraux avec la République centrafricaine, conformément aux paragraphes 32 ((b) i) et 52 de la résolution 2552 du Conseil de sécurité des Nations unies.

## LE SCRUTIN



## CALME ET SECURITE AU RENDEZ-VOUS

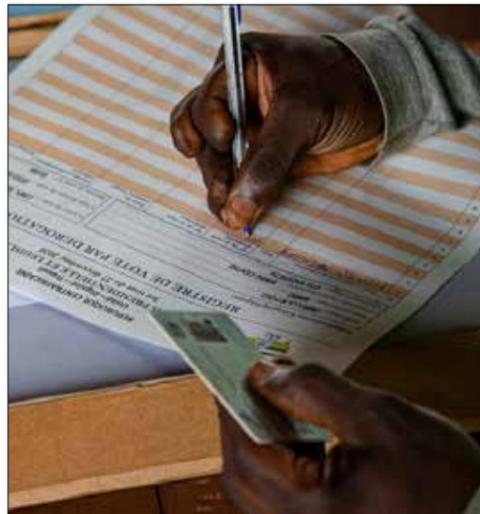
*Les électeurs centrafricains se sont rendus, le dimanche 27 décembre 2020, dans les bureaux de vote pour élire ceux qui présideront à la destinée du pays pour les cinq prochaines années. Un moment « historique » salué par la MINUSCA et les acteurs du processus.*

**N**euf heures au centre de vote de la Mairie de Bangui, dans le 1er arrondissement de la capitale. La situation est calme. Les électeurs votent en toute sécurité grâce à la présence des éléments des forces de défense et de sécurité sur le site et de la MINUSCA. Dans les bureaux, l'on note la présence de représentants de partis politiques et d'observateurs.

Même ambiance paisible à l'école Jean Collomb sis au quartier Ngaragba, dans le 7e arrondissement de Bangui. Ici aussi, les électeurs sont au rendez-vous. Le bureau a ouvert avec un léger retard mais la situation est calme. Les responsables du bureau, suivant les instructions qui leur ont été données, privilégient les personnes de troisième âge.

De l'autre côté de la ville, au Lycée Barthélemy Boganda, dans le 4e arrondissement, et à l'école Koudoukou du Kilomètre 5 (PK5), dans le 3e Arrondissement de Bangui, l'affluence des électeurs et le calme sont notables.

« Nous sommes très émus de voir l'affluence de la population. Les électeurs sont ici pour exprimer leur désir de voter, de choisir ceux qui vont les représenter. C'est très discipliné, calme, mais surtout déterminé », a indiqué la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Denise Brown, au sortir d'une visite qui l'a conduite dans plusieurs centres de vote à travers la capitale centrafricaine, dans le but d'apprécier le déroulement des scrutins. « Au nom de Représen-



tant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, nous voudrions féliciter la population centrafricaine, pour son courage, sa détermination. Pour ceux qui sont encore à la maison : venez voter pour votre avenir, pour vos enfants. », a-t-elle exhorté.

Plusieurs candidats ont tenu, tôt dans la journée, à exercer leur droit civique afin d'encourager leurs partisans à leur emboîter le pas. C'est le cas du président sortant Faustin Archange Touadéra ou encore de la seule femme candidate, Catherine Samba-Panza. « C'est un grand jour qui s'inscrit dans la longue lutte de démocratisation et du retour à l'ordre constitutionnel », a-t-elle fait valoir. Le Chef de file de l'opposition, Anicet Georges Dologuélé, a, pour sa part, invité tous les Centrafricains à aller voter pour matérialiser le changement qu'ils espèrent.

Et lorsque le chef de la MINUSCA se rend au

centre du Lycée Barthelemy Boganda, dans le 4<sup>e</sup> arrondissement, c'est pour faire le même constat selon lequel « le vote se déroule très bien, dans le calme et la sérénité ». Et de se réjouir : « Les populations sont sorties massivement exercer leur droit de vote. C'est une démarche à féliciter, parce qu'on sait qu'il y a beaucoup de gens qui n'ont pas voulu que ces élections se tiennent, qui ont tout fait pour empêcher le déroulement normal du scrutin, pour apeurer les populations, semer la panique pour que les populations aient peur de sortir pour aller voter, aller retirer leurs cartes ».

« Nous sommes fiers de faire partie de ce moment historique de la RCA. Malgré les menaces des groupes armés alliés à quelques acteurs de la classe politique, la population ne cède pas, l'ANE ne cède pas, la communauté internationale ne cède pas et l'ONU ne cède pas », a conclu Denise Brown.

Par Ghislaine ATTA

## EN PROVINCE, DES POPULATIONS DETERMINEES MALGRE LES MENACES ET RUMEURS

Dans la plupart des préfectures de l'intérieur du pays, le scrutin a démarré dans la quiétude, avec une participation massive des populations.

■ Ainsi, à Paoua, dans l'Ouham-Pendé, la population est sortie massivement pour exercer son devoir civique dans différents centres de vote de la ville.



■ Dans la ville de Bria dans la Haute-Kotto, des groupes armés ont été mis en déroute par la MINUSCA, alors qu'ils tentaient de semer la panique et d'empêcher les centres de vote d'ouvrir pour accueillir les électeurs. Des patrouilles de la MINUSCA ont été déployées partout où des coups de feu ont été entendus afin de rassurer la population.



■ Quant aux électeurs de la Bamingui-Bangoran, malgré les rumeurs de menaces, ils ont participé en grand nombre aux choix des futurs dirigeants devant conduire la RCA vers la paix, la prospérité et le développement. A Ndele, le chef-lieu et dans les autres villes de la préfecture, les 84 bureaux ont ouvert leurs portes, malgré le passage aux environs de 22 heures la veille, d'éléments armés non identifiés.



### MOBILISATION DES EQUIPES DE VEILLES MIXTE

Des équipes ont été mises en place par la MINUSCA et l'équipe-pays des Nations Unies en RCA, dans le but de collecter les informations en temps réel sur le déroulement des opérations dans les bureaux de vote afin de les transmettre à l'Autorité Nationale des Elections (ANE). Quarante-huit (48) personnes sont commises à cette tâche. Les informations collectées concernent, entre autres, la disponibilité du matériel électoral et le dispositif sécuritaire, ce afin de permettre à l'ANE, au besoin, de prendre en urgence les mesures idoines.

Par Atta Ghislaine

# UN SCRUTIN BIEN SECURISE

*Le peuple centrafricain a écrit une importante page de son histoire à travers les suffrages présidentiel et législatifs du 27 décembre 2020. Contrairement aux rumeurs et aux tentatives de manipulation, les populations sont sorties massivement pour remplir leur devoir de citoyens à travers les urnes. Une réussite à attribuer à la sécurité qui était omniprésente dans les bureaux de vote.*

**D**e l'ouverture des portes des bureaux de vote jusqu'à leur fermeture, et durant tout le déroulement du scrutin, la sécurité était déjà présente, mise en place à chaque coin et recoin de ces lieux ainsi que sur les grandes artères telles que l'Avenue des Martyrs, en passant par le rond-Point Koudoukou, pour traverser le PK5 dans le 3e arrondissement de la capitale. La sécurité a été au centre de ce grand rendez-vous du peuple de la Centrafrique.

« Pour moi c'est un sentiment de satisfaction. Je vois le calme qui règne. Ça n'a pas été difficile pour moi de trouver mon bureau de vote, il y a la sécurité et c'est rassurant et vous voyez, il y a même les personnes âgées qui sont venues exercer leur droit de vote », témoigne, Georgette Kozimongo, une habitante de Ngaragba dans le 7e arrondissement, venue voter à l'Ecole Jean Colomb. Pour cette jeune dame, s'il n'y avait pas eu la constante présence des Forces de sécurité intérieure (FSI) et des Casques bleus de la MINUSCA, elle n'aurait jamais osé mettre les pieds dehors par peur d'insécurité.

Même ambiance au bureau de vote implanté au Lycée Barthelemy Boganda, situé dans le 4e arrondissement. Là-bas aussi, les populations ont pu voter dans une ambiance paisible. Et pour cause, une présence constante d'une quarantaine de FSI qui se sont relayés durant tout le déroulement de l'opération. A leurs côtés une dizaine de Casques bleus des Nations Unies. Devant le lycée, l'on a pu remarquer un défilé des blindés de la Mission onusienne, pendant que l'entrée des lieux était scrupuleusement filtrée par une dizaine de FSI. La composante Police de la MINUSCA (UNPOL) était aussi au rendez-vous.

Un soulagement pour les habitants aux alentours, à l'image de Gilles-Wilfried Bonamanga qui dit que : « Les gens ont peur pour rien, il n'y a absolument rien. C'est la rumeur qui a fait que les gens avaient peur de sortir mais finalement ils sont quand même venus voter. Cela m'a beaucoup fait plaisir, car en tant que commerçant, je continue de faire mes affaires. Tout autour on a des patrouilles de la Minusca et il y a les FSI qui sont là aussi ».

Non loin du commerce de Gilles-Wilfried, un groupe de jeunes qui échangent visiblement sur le déroulement

du scrutin ne cachent pas leur satisfaction. Pour Serge Bonombele, un jeune habitant du quartier, c'est un ouf de soulagement. « Tout est calme, vous voyez. Moi personnellement je redoutais le pire mais Dieu merci tout s'est passé dans le calme. Il faut que ça continue. On ne veut plus de trouble », a-t-il confié.

Par Deubalbet Wewaye



## L'APRES SCRUTIN



## SECURISATION DES ELECTIONS

## LE PLAN INTEGRE A TENU SES PROMESSES

*Le Gouvernement centrafricain a affirmé, le 28 décembre 2020, que le plan intégré du processus de sécurisation des élections a été un succès et a félicité le peuple pour sa détermination, en se rendant massivement aux urnes lors des élections présidentielle et législatives de dimanche en dépit des violences des groupes armés alliés à l'ancien président François Bozizé.*

**24** heures après les scrutins, la ministre de la Défense nationale et de la reconstruction de l'armée, Marie-Noëlle Koyara, le ministre de l'Intérieur chargé de la Sécurité publique, Général Henri Wanzet-Linguissara et le ministre de l'Administration du territoire, Augustin Yangana Yaoté, ainsi que le président de l'Autorité Nationale des Elections (ANE),

Me Mathias Morouba et la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations unies en Centrafrique, Denise Brown, ont fait le point de la situation devant la presse nationale et internationale, le lundi 28 décembre 2020 à Bangui.

« Au nom du Président de la République, du Premier-ministre, du Gouvernement et du peuple centrafricain, nous voulons présenter nos remerciements à tous nos partenaires, la MINUSCA et



à tous les partenaires bilatéraux qui étaient à nos côtés, avec tous les efforts pour que la sécurisation des élections soit un succès », a déclaré la ministre de la Défense nationale. « Sans la sécurisation, ces élections n'auraient pas pu avoir lieu », selon la ministre. Marie-Noëlle Koyara a également « félicité le peuple centrafricain qui a bravé tous les défis sécuritaires pour venir très nombreux élire le Président et les députés de leur choix. Le peuple centrafricain s'est mobilisé pour ce vote sanction en venant élire le Président et les députés de leur pays », a dit la ministre.

Pour sa part, le ministre de l'Intérieur a souligné que le plan intégré de la sécurisation des élections a permis de prendre les dispositions nécessaires. Questionné sur les difficultés rencontrées face aux attaques des groupes armés, le responsable de la Sécurité intérieure a précisé que ce plan intégré n'avait pas pris en compte « le recrutement des mercenaires étrangers à un nombre exorbitant pour venir déstabiliser le pays. (...) Grâce à ce plan intégré, ces élections se sont très bien passées. Vous avez vu l'engouement de la population, quand bien même dans certaines localités certains compatriotes ont fui. (...) Sur 16 préfectures, il y'en a deux qui n'ont pas voté, c'est un succès », a dit Henri Wanzet Linguissara.

Quant au ministre de l'Administration territoriale, Ali Yangana Yahote, interrogé si une nouvelle élection sera organisée dans les régions qui n'ont pas pu voter à cause des menaces des groupes armés, il a fait savoir qu'il y a eu « 36 sous-préfectures où il y a eu vote, 6 préfectures qui ont fait des votes partiels et 29 sous-préfectures qui n'ont pu voter (...)

C'est en fonction de ses éléments que vous pouvez apprécier, mais en principe la loi ne dit pas qu'il y a un seuil pour rendre valable ou pas des élections », a souligné le ministre.

Pour sa part, le président de l'ANE, Me Mathias Morouba, a annoncé que l'institution qu'il dirige est satisfaite de ce qu'elle a constaté depuis le 27 décembre par rapport au nombre des électeurs qui se sont mobilisés pour aller voter. « Pour nous, c'est un sentiment de satisfaction totale », a-t-il dit, ajoutant que, dans certains cas, les élections ont eu lieu après 12 heures « c'est-à-dire qu'après que les tensions soient baissées, les gens ont accepté de revenir et voter. Ça montre que le peuple centrafricain est déterminé, il veut voir un autre horizon ».

De son côté, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations unies, Denise Brown, a indiqué que dimanche, la population a gagné. « L'analyse des Nations unies est que la population a gagné hier (dimanche), ce ne sont pas les groupes armés. Les groupes armés ont connu l'échec ; ils ont essayé de bloquer les élections mais ils n'ont pas pu le faire. Ils ont créé des problèmes dans certains endroits, ça c'est clair. Mais vous avez vu vous-même la forte mobilisation des électeurs à Bangui et aussi en dehors de Bangui. On a vu la détermination de la population, c'est cette population qui a gagné », a dit la Représentante spéciale adjointe. « Notre mandat n'a pas changé, le cœur du mandat est de protéger la population, donc nous allons continuer à protéger la population, les institutions, les personnalités et le processus électoral », a-t-elle conclu.

GALERIE PHOTOS

Bangui



GALERIE PHOTOS

Paoua



Bambari - Obo



UN photo | Graphisme SCPI MINUSCA

Fille	pière	farine	feu	10
facile	fort	ficelle	garage	20
gardien	garçon	gomme		30
girafe	gorge	pagne	congne	40
feuille	travail	ngingou		50
				60
				70
				80
				90
				100
				110
				200
				300

21	31	32	11	24	100
-	-	+	+	x	110
10	2	5	34	2	200
			45	18	300

# La Radio Guira 93.3 FM,

le creuset d'une information politique, économique, culturelle, sociale, sportive rigoureuse, non partisane et crédible au service du renforcement de la paix et de la cohésion sociale.

## Les ondes de la paix



**Guira FM diffuse quotidiennement des informations et des émissions sur divers sujets d'actualité en Français et en Sango.**

